

COMMISSIE VOOR DE SOCIALE ZAKEN

van

DINSDAG 12 FEBRUARI 2008

Namiddag

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

du

MARDI 12 FÉVRIER 2008

Après-midi

Le développement des questions et interpellations commence à 15.37 heures. La réunion est présidée par M. Jean-Marc Delizée.

De behandeling van de vragen en interpellaties vangt aan om 15.37 uur. De vergadering wordt voorgezeten door de heer Jean-Marc Delizée.

Le **président**: Chers collègues, monsieur le ministre, après cet accueil de la délégation estonienne, nous pouvons reprendre nos travaux. Je tiens encore à remercier les collègues qui y ont participé activement et ce, en anglais, étant donné que le service de la Traduction ne fonctionnait pas.

01 **Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre des Pensions et de l'Intégration sociale sur "le calcul des pensions des personnes ayant été occupées comme chômeurs mis au travail" (n° 1623)**

01 **Vraag van de heer Jean-Luc Crucke aan de minister van Pensioenen en Maatschappelijke Integratie over "de berekening van het pensioen van de personen die als tewerkgestelde werklozen hebben gewerkt" (nr. 1623)**

01.01 **Jean-Luc Crucke** (MR): Monsieur le président, monsieur le ministre, la question se pose bien évidemment au ministre des Pensions mais si la question se pose, c'est parce qu'il y a une différence d'appréciation entre l'interprétation de l'administration des Pensions et celle de l'administration des Finances. Cette question a déjà été posée lors la précédente législature à M. Tobback qui avait été très clair par rapport aux rémunérations que touchent les chômeurs mis au travail, le fameux contrat CNT. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il avait un avis tranché sur la question. Selon lui, il s'agissait non pas d'une rémunération mais bien d'une indication de chômage majorée. D'ailleurs, sur le plan fiscal, si l'on considère la manière dont on traite cette "allocation de chômage majorée", on a bien affaire à un montant figurant sur un état BC1231 (rémunération annuelle au coefficient 100).

Il s'agit bien, également, d'un pécule de vacances. Comme vous le savez, le supplément d'allocation familiale n'est pas accordé aux gens qui ont travaillé dans le cadre de contrats CNT. Je peux me mettre à la place des personnes qui s'interrogent devant les deux interprétations possibles. Sans aller jusqu'à évoquer Kafka, nous devons veiller à une visibilité constante.

Monsieur le ministre, confirmez-vous le constat? L'avis de M. Tobback était qu'il s'agissait bien d'une allocation de chômage majorée, et pas d'une rémunération. Pourtant, sur le plan fiscal, cette question est abordée différemment.

Ensuite, estimez-vous qu'une raison justifierait la différence de traitement? Ou bien, au contraire, pensez-vous qu'il serait possible de modifier la situation?

Enfin, ne s'agit-il pas d'un piège à l'emploi supplémentaire? Les prestataires ont réellement l'impression d'avoir accompli un travail. Dès lors se pose aussi la question de la valorisation de leur travail dans leur future pension. C'est une question de principe et de respect pour ces personnes.

Je vous remercie.

01.02 **Christian Dupont**, ministre: Monsieur le président, je confirme à M. Crucke que les personnes qui ont été mises au travail l'ont bien été. En tout cas, en Région wallonne, cette situation n'existe plus: les chômeurs mis au travail sont tous devenus APE et bénéficient de leurs droits à la pension comme tout

travailleur salarié.

Ces personnes ont bien conservé leur statut de chômeur, si bien qu'elles ont perçu une allocation de chômage majorée sans cotisation à la sécurité sociale. Les services qu'elles ont prestés en cette qualité-là ne sont donc évidemment pas admissibles dans le régime statutaire, mais le restent bien pour le régime de pensions privé.

Sur le plan fiscal, je dois préciser que ce n'est pas à moi de répondre.

Comment est calculée la pension des gens engagés dans ce cadre-là?

Pour calculer leur pension, on se base sur les services réellement prestés en tant qu'agent actif ainsi que sur une année de référence, à savoir celle qui a précédé ou celle qui a suivi la période de chômage. Ces périodes-là sont assimilées.

Selon mes services, il est exceptionnel que quelqu'un qui aurait été mis au travail comme chômeur touche une pension moindre que quelqu'un qui n'aurait pas bénéficié de cette opportunité. Vous et moi, en tant que mandataires locaux, à chaque fois que nous tenons des permanences, nous recevons des personnes qui nous disent: "Donnez-moi un emploi, n'importe lequel, je le prendrai". Le problème, c'est que nous n'en avons pas toujours à offrir.

En résumé, au niveau du volet "pensions", mes services n'ont pas connaissance de l'existence de la moindre pénalisation de celui qui aurait été engagé comme chômeur mis au travail. Un tel cas serait exceptionnel. Il faudrait vraiment que sa rémunération ait été exceptionnellement basse dans son travail actif précédent ou dans le travail qui suivait.

01.03 Jean-Luc Crucke (MR): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse. Certes, il y a une situation du passé, mais celle-ci a des conséquences sur l'avenir.

Je ne vais pas individualiser la question. Selon votre administration, il s'agit d'une exception. Je l'ai donc rencontrée! Je demanderai des informations complémentaires à l'intéressé et je ferai l'intermédiaire de façon à pouvoir vous fournir des données plus précises qui vous permettront de vérifier avec l'administration s'il y a eu une mauvaise application de la législation en vigueur.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

02 Vraag van de heer Michel Doomst aan de minister van Pensioenen en Maatschappelijke Integratie over "de briefwisseling van de dienst Ramingen van de Rijksdienst voor Pensioenen" (nr. 1889)

02 Question de M. Michel Doomst au ministre des Pensions et de l'Intégration sociale sur "le courrier du service Estimations de l'Office national des Pensions" (n° 1889)

02.01 Michel Doomst (CD&V - N-VA): Mijnheer de minister, in bestuurszaken heeft iedereen recht op een correcte behandeling in de eigen bestuurstaal. Er werd ons evenwel gesignaleerd dat inwoners in Vlaanderen brieven van de dienst Ramingen in het Frans hebben ontvangen, wat de betrokkenen heeft geërgerd.

Bent u op de hoogte van die vergissingen? Gebeuren die vrij frequent?

Werden er al klachten ingediend?

Hoe zult u dat voortaan voorkomen?

Worden de vergissingen rechtgezet? Zullen de betrokkenen opnieuw maar deze keer in de taal van hun streek worden aangeschreven?

02.02 Minister Christian Dupont: Mijnheer de voorzitter, de Rijksdienst voor Pensioenen bevestigt dat er inderdaad een beperkt aantal vergissingen op het vlak van de gebruikte taal bij de verzending aan vijftienvijftigjarigen van de ambtshalve ramingen is gebeurd. Bij de volautomatische procedure wordt het taalgebruik afgeleid uit de gegevens van het Rijksregister, tenzij de betrokkene bij de behandeling van een

vorig dossier heeft laten weten de voorkeur te geven aan de andere landstaal voor de verdere briefwisseling. Er is jammer genoeg een menselijke vergissing gebeurd in een aantal dossiers: de taal werd verkeerdelijk gewijzigd. Daardoor ontvingen sommige personen een raming en hun loopbaanoverzicht in een andere taal. Volgens onze diensten gaat het om een punctuele fout.

Sporadisch worden zij gecontacteerd door burgers die verwonderd zijn over de gebruikte taal. Die krijgen uiteraard onmiddellijk een overzicht van hun loopbaan en een raming in de correcte taal en de foutieve dossiertaal wordt rechtgezet.

De rijksdienst zal er alles aan doen om dergelijke fouten voortaan te vermijden.

Volgens hun cijfers gebeurt het relatief zelden: een vijftal reclamaties per maand op twintigduizend verstuurd brieven. Aan iedereen die een brief krijgt in de verkeerde taal, biedt de rijksdienst zijn verontschuldigingen aan.

02.03 Michel Doomst (CD&V - N-VA): Mijnheer de minister, dank u voor uw antwoord. Ik hoor dat het blijkbaar marginaal is en dat mensen op het ogenblik dat er een vergissing is, dit per kerende post rechtgezet krijgen. We zullen dat ook verder zo signaleren.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

03 Question de Mme Valérie De Bue au ministre des Pensions et de l'Intégration sociale sur "la situation des personnes veuves qui cumulent une pension de survie et les revenus d'une activité professionnelle" (n° 1942)

03 Vraag van mevrouw Valérie De Bue aan de minister van Pensioenen en Maatschappelijke Integratie over "de situatie van weduwen die een overlevingspensioen met inkomsten uit een beroepsactiviteit cumuleren" (nr. 1942)

03.01 Valérie De Bue (MR): Monsieur le ministre, pour les bénéficiaires d'une pension de survie âgés de moins de 65 ans, le plafond de revenus d'une activité autorisée comme salarié ne peut excéder 20.000 ou 16.000 euros pour l'année 2007, selon que le bénéficiaire ait des enfants à charge ou pas. De nombreux bénéficiaires d'une telle pension de survie exercent donc une activité à temps partiel afin de ne pas dépasser ces plafonds sous peine de devoir rembourser une partie sinon l'intégralité de leur pension.

Une disposition légale nouvelle oblige les employeurs à payer anticipativement le pécule de vacances en décembre de l'année des revenus lorsque les prestations ont subi une réduction. La conséquence de ces dispositions, c'est que bon nombre de bénéficiaires d'une pension de survie ont vu subitement leurs revenus d'activités dépasser le plafond de manière imprévue, bien involontaire et non planifiable, de telle sorte qu'ils se trouvent pénalisés par l'obligation de devoir rembourser leur pension ou une partie de celle-ci.

Monsieur le ministre, n'estimez-vous pas que compte tenu de ces circonstances, il conviendrait de faire abstraction du montant du pécule de vacances payé anticipativement en vertu de cette nouvelle disposition légale pour apprécier si le plafond de revenus autorisé a été dépassé? Le cas échéant, une telle attitude ne se justifierait-elle pas à titre provisoire pour la seule année 2007?

03.02 Christian Dupont, ministre: Vous signalez à juste titre que dans le cumul d'une activité professionnelle avec une pension, on en vient à ajouter le pécule de vacances pour vérifier si on ne dépense pas le montant autorisé. Ce pécule de vacances est toujours imputé aux revenus de l'année civile au cours de laquelle l'activité a eu lieu.

Cela n'a donc rien à voir avec le moment où ce pécule est versé. Cette règle n'est pas particulière aux pensions de survie car elle s'applique quelle que soit la nature de la pension. Le fait que les modalités de paiement du pécule de vacances ont été modifiées à partir de décembre 2007 n'a aucune répercussion pour ces personnes puisque de toute façon le montant du pécule de vacances aurait été intégré dans le montant des revenus professionnels à comparer aux limites autorisées de revenus pour cette même année. C'est dans l'année civile de l'activité que l'on impute le pécule de vacances, pas au moment où il est payé. Les modifications prévues à partir de janvier 2007 n'ont, selon nous, aucune incidence.

03.03 Valérie De Bue (MR): Je vous remercie pour votre réponse mais j'ai été sollicitée par plusieurs

personnes pour signaler ce problème. Il y a donc vraisemblablement eu des dépassements de plafond qui ont été rencontrés sur le terrain pour l'année 2007. Je relayerai votre réponse aux personnes intéressées, mais il y a clairement un problème.

03.04 Christian Dupont, ministre: Vérifions nos informations, c'est la meilleure des choses.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

04 Vraag van de heer Stefaan Vercamer aan de minister van Pensioenen en Maatschappelijke Integratie over "het Kringloopfonds" (nr. 1995)

04 Question de M. Stefaan Vercamer au ministre des Pensions et de l'Intégration sociale sur "le Fonds de l'économie sociale et durable" (n° 1995)

04.01 Stefaan Vercamer (CD&V - N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, het Kringloopfonds, een coöperatieve vennootschap met sociaal oogmerk, werd in 2003 opgericht als een federaal instrument ter ondersteuning van de sociale en de duurzame economie en beschikte over een portefeuille van 75 miljoen euro. Dit gebeurde dankzij de plaatsing van een obligatielening bij 13.500 particulieren. Dankzij de 75 miljoen euro beschikte het Kringloopfonds over financiële middelen om te investeren in de sociale en duurzame economie.

De obligatielening die werd uitgeschreven in 2003 dient in juni 2008 te worden terugbetaald. Het gaat om obligaties van 5 jaar met staatswaarborg en een fiscaal voordeel. Ik verneem dat het Kringloopfonds vragende partij is om de komende maanden de middelen te hernieuwen en te verruimen. De regering zal hierover zeer binnenkort moeten beslissen. Ik geef ook nog mee dat op vraag van de sector van de sociale economie bij de Koning Boudewijnstichting een studie is besteld over de creatie van nieuwe financiële middelen. Het resultaat hiervan zou begin juni 2008 beschikbaar zijn.

Naar aanleiding van de verzuchtingen van het Kringloopfonds wens ik u het volgende te vragen.

Ten eerste, kan u meedelen voor hoeveel euro aan kredieten en aan participaties werden toegekend en aan hoeveel en welke projecten en organisaties of bedrijven? Kan u ook de regionale spreiding van de financiering en de projecten meedelen?

Ten tweede, mijns inziens, niet onbelangrijk. Los van de raad van bestuur, zou een technisch comité in het leven zijn geroepen om de onderaannemer-financiers inhoudelijk te betrekken bij het Kringloopfonds. Wat is de samenstelling van dat technisch comité? Hoe dikwijls heeft het technisch comité vergaderd en over welke agendapunten?

Ten derde en nog belangrijker, is de regering van plan in te gaan op de vraag van het Kringloopfonds om de middelen te hernieuwen en te verruimen? Onder welke voorwaarden? Kan u me uitleggen wat we moeten verstaan onder "vernieuwen en verruimen van de middelen"?

Was het niet wenselijk geweest de beslissing inzake het uitschrijven van een nieuw obligatielening uit te stellen tot de resultaten van de studie gekend zijn om in overleg met de sector de rol van het Kringloopfonds te herdefiniëren.

Ik denk dat we daarvoor waarschijnlijk te laat zullen zijn. Niettemin zou men wat niet liquide is in een Kringloopfonds kunnen beperken tot dat bedrag in plaats van eventueel op een volledige verruiming van de middelen in te gaan.

Mijnheer de minister, tot slot, en belangrijk om te weten met het oog op de toekomst, wens ik u de vraag te stellen hoe u de rol van het Kringloopfonds ziet in samenwerking met de andere spelers in de sociale economie, in het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en de Duitstalige Gemeenschap. Immers, men heeft altijd gezegd met de actoren in de verschillende Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap in een samenwerkingsverband te werken.

Graag vernam ik hoe u die rol inzake de samenwerking in de toekomst ziet?

04.02 Minister Christian Dupont: Mijnheer de voorzitter ik dank de heer Vercamer voor deze zeer actuele

vraag. Ik zal antwoorden ongeacht de actualiteit of de onderhandelingen die daarover aan de gang zijn. Hiermee bedoel ik de Octopusonderhandelingen, maar over wat daar aan de gang is ga ik hier niet op in. Uw vraag is trouwens perfect gerechtvaardigd.

Eind 2007 telde het fonds 252 goedgekeurde kredieten bestemd voor sociale en duurzame economiebedrijven. 21 ervan werden nooit vrijgemaakt. Er werden ook 14 participaties uitgevoerd. Momenteel werd 50 miljoen toegekend aan verschillende organisaties en projecten. Om deze cijfers te verklaren geef ik een woordje uitleg over de werking van het fonds. Het fonds komt steeds tussenbeide in cofinanciering met andere alternatieve financiers zoals Crédal, Hefboom, Triodos, Sowecsom, Trividend en Brusoc.

Om dit te doen gaat het fonds op twee manieren te werk, hetzij via enveloppes, hetzij geval per geval. In het geval van de enveloppes beslissen het fonds en de partner over de precieze modaliteiten en criteria en over een trekkingsrecht bij het fonds. De dossiers die aan de criteria en voorwaarden beantwoorden, worden dan goedgekeurd door het fonds en aangerekend op deze enveloppes.

In het tweede geval wordt het dossier voorgesteld aan het fonds die er een autonome financiële analyse van maakt en erover discussieert in zijn raad van bestuur. In echt uitzonderlijke gevallen zal het fonds alleen tussenkomen. Dat is gebeurd voor 6 van de 252 dossiers en dit op vraag van de partner, die het dossier heeft ingediend, omdat het risico te groot was.

Van de 50 miljoen euro die nu is toegekend, zijn 10 miljoen euro kredieten geopend. Zij werden goedgekeurd en gereserveerd, bijvoorbeeld in het kader van de enveloppe, maar ze zijn nog niet gebruikt en toegewezen aan een eindbegunstigde.

Wat betreft de gebruikte kredieten, hetzij meer dan 39 miljoen, heb ik hier een verdeling die ik u zal geven. Het gaat over 39 miljoen, waarvan 18,7 miljoen voor het Vlaams Gewest, 6 miljoen voor het Brussels Gewest en 14,3 miljoen voor het Waals Gewest. U vindt in dit document alle cijfers terug vanaf 2004 tot 2008. Voor de kredieten en participaties heb ik ook een document te uwer beschikking.

Voor meer details in verband met de gesteunde projecten verwijs ik naar de website van het fonds, www.kf-fesd.be en naar het jaarverslag van het fonds. U kunt daar alle details terugvinden.

Wat het technisch comité betreft, de alternatieve financiers werden sinds het begin betrokken bij de werking van het fonds. De actoren vreesden immers door het fonds te worden opgeslorpt en al hun activiteiten naar het fonds te zien overdragen worden. Het fonds gaat helemaal niet die richting uit en heeft verkozen de weg van de dialoog en van zeer nauw overleg te bewandelen om win-winsituaties met de verschillende partners op te zoeken.

Er vinden dus talrijke contacten met de partners plaats, afzonderlijk, per Gewest of allen tezamen. Het fonds evalueert ook ieder jaar al zijn partnerschappen en past zijn werking aan op vraag van zijn partners. Het fonds zet alles op transparantie met de alternatieve financiële actoren. Dankzij dit regelmatig overleg hebben het fonds en de alternatieve financiële actoren instrumenten op maat kunnen ontwikkelen voor de projecten in de sociale economie. De voorbije weken heeft het fonds ook nauw overleg gepleegd met de verschillende alternatieve financiers om zo goed mogelijk in te schatten hoe kan worden tegemoetgekomen aan de krediet- en kapitaalnoden van de sector van de sociale economie voor de volgende vijf jaar. De reactie van de partners is zeer positief. Ze vragen alleen een herfinanciering van het fonds.

Als dusdanig werd het technisch comité momenteel nog niet opgericht, maar zoals hier wordt aangegeven, vindt er veel en nauw overleg plaats met de alternatieve financiers en heeft dit overleg betrekking op verschillende domeinen. Er is dus nog geen technisch comité, maar wel overleg.

Wat de 25 miljoen euro betreft, zoals u weet, is dat bedrag dat nu ter beschikking van het fonds staat, afkomstig van het spaargeld van burgers die in obligaties van het fonds hebben geïnvesteerd.

Dat fonds heeft echter in het kader van zijn beheerscontract de toelating gekregen om zich bij de toekenning van kredieten en participaties te engageren over een periode die de terugbetalingsdatum van de obligaties kan overschrijden.

Dit betekent dus dat het fonds op het moment dat de obligaties aan de burgers wordt terugbetaald de

financiële middelen moet hebben om dit te doen. Een van de mogelijkheden bestaat in een nieuwe uitgifte van obligaties. Dat dient te worden verstaan onder hernieuwing.

De kwestie van de verhoging van de middelen is verschillend. Ze heeft betrekking op de debiteurspositie van het fonds. Zoals u wellicht weet, staat er in de wetsbepalingen met betrekking tot de oprichting van het fonds dat de permanente opvang van de schulddpositie van het fonds beperkt is tot maximum 75 miljoen euro.

De verhoging van de middelen betekent dus deze maximale schulddpositie verhogen om het fonds de mogelijkheid te bieden extra middelen te vergaren, hetzij door de omvang van de obligaties te verhogen, door het kapitaal van het fonds te verhogen of door om het even welke vorm van krediet of lening via fondsen aangaan bij andere kredietinstellingen om ze te investeren in sociale en duurzame economie.

Het betreft de hernieuwing van het fonds, namelijk de toelating aan het fonds om nieuwe obligaties te verkopen ten belope van 75 miljoen euro. Die toelating wordt verleend door de minister van Financiën. Ik zal trouwens zeer binnenkort in die zin pleiten bij mijn collega.

Wat betreft de verhoging van het maximale schuldvermogen die een wetswijziging vereist, heb ik mijn collega's in de regering nog niet geraadpleegd. Ik denk dat het verstandig is in een verhoging van het schuldvermogen van het fonds te voorzien opdat het fonds obligaties zou kunnen uitgeven voor een bedrag dat groter is dan 75 miljoen euro.

Ik denk dat een verhoging van het schuldvermogen van het fonds verstandig is, omdat het fonds dan obligaties kan uitgeven voor een bedrag hoger dan 75 miljoen euro en aldus over voldoende middelen zal beschikken om tegemoet te komen aan de voor de komende jaren geraamde financieringsnoden van de sociale en duurzame economie. Gezien de momenteel toegekende leningen en participaties is het noodzakelijk om het fonds de mogelijkheid te bieden extra middelen te vergaren om de toekomstige noden te kunnen lenigen.

Moeten wij wachten op de resultaten van de studie van de Koning Boudewijnstichting? U vergeet overigens in uw vraagstelling het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, wat ik toch niet een detail kan noemen, anders zou ik wel eens problemen kunnen krijgen.

Hoe dan ook, ik ben van mening dat de beslissing tot herfinanciering van het fonds niet op zich mag laten wachten: de obligaties moeten immers in juni van dit jaar worden terugbetaald. De studie zou, wanneer ik goed ben geïnformeerd, in juni voltooid zijn. Om een en ander te realiseren, moet er vóór eind maart een nieuwe oproep voor obligaties worden gelanceerd. Gebeurt dat niet – wat een mogelijkheid is – moet de federale overheid de terugbetaling uitvoeren. Ongeacht de financiële instrumenten die in de studie zullen worden voorgesteld, moet het fonds kunnen beschikken over financiële middelen om de werking ervan te waarborgen. Dankzij de oproep van het fonds aan de burgers om te sparen via een spaarformule met een hoog ethisch gehalte en een interessant financieel rendement kan het zijn middelen ter beschikking stellen van de nieuwe financiële instrumenten die in het kader van de studie worden bepaald.

Ten slotte, het fonds werkt vaak samen met de regionale organen. Dat is voor ons trouwens een van de positieve elementen van het fonds. De middelen die ter beschikking staan van regionale instellingen als Trividend, Brusoc en Sowecsom, worden zo vermenigvuldigd en het actieterrein van die regionale instellingen wordt uitgebreid zonder grote bijkomende investeringen door de Gewesten.

Dit geldt ook voor de samenwerking met de private alternatieve financiers zoals Hefboom, ... en Triodos. Het spreekt voor zich dat het belangrijk is dat deze vormen van samenwerking worden ontwikkeld en versterkt.

04.03 Stefaan Vercamer (CD&V - N-VA): Het is belangrijk: het is actueel en einde maart is kort dag. Ik begrijp uit de inleiding dat dit het voorwerp uitmaakt van onderhandelingen die momenteel lopen.

04.04 Minister Christian Dupont: U leest dat in de krant.

04.05 Stefaan Vercamer (CD&V - N-VA): U kunt het bevestigen, ik niet.

04.06 Minister Christian Dupont: Wat ik in de krant lees, kan ik bevestigen. Of het deel uitmaakt van de onderhandelingen, weet ik niet.

04.07 Stefaan Vercamer (CD&V - N-VA): Daar ga ik niet op in. U wil dat blijkbaar toch nog een beetje voor het intern onderhandelingscomité houden. Ik begrijp dat het technisch comité formeel niet is samengesteld of bijeengekomen. Ik wil er toch op aandringen dat dit formeel gebeurt. Er is veel overleg nu, waarvoor alle begrip, maar dat is informeel. Het technisch comité is expliciet voorzien als formeel overleg waar men de partners en de onderaannemers/financiers zou ontmoeten. Ik vind dat men dit engagement ook moet aangaan. Ook de sector is daarvoor vragende partij. Ik ga met u akkoord dat zij veel overleg kennen, maar zij blijven toch vragende partij om het technisch comité formeel op te richten, zodat er formeel overleg is tussen de sector en het Kringloopfonds.

Een ander element dat ik nog wil aanhalen, is dat een beslissing voor eind maart moet worden genomen. Ik hoop dat u dit kunt bevestigen. U hebt gezegd dat dit geen belemmering zou zijn, als men eventueel een andere koers zou varen. Het antwoord dat u geeft en de voorbereidingen die u in het vooruitzicht stelt, geven aan dat u de weg die het Kringloopfonds de voorbije periode ingeslagen is eigenlijk verder zou willen aanhouden.

De sector-onderaannemers-financiers is vragende partij om zelf ook financiële instrumenten te krijgen om geld aan te trekken om zelf de financieringen te kunnen doen. Mocht men kiezen voor een andere koers, houdt dit dan ook in dat wij – zelfs als wij opnieuw de voorbereidingen zouden doen en zelfs als wij opnieuw de obligatielening zouden uitschrijven om nieuw geld aan te trekken – de verdere werking van het Kringloopfonds daardoor niet hypothekeren? Ik meen namelijk dat u hebt gezegd dat wij desnoods het geld van het Kringloopfonds kunnen gebruiken voor eventuele andere financiële instrumenten die zouden worden ontwikkeld. Heb ik dat goed begrepen? Het is wel belangrijk om dat te weten.

04.08 Christian Dupont, ministre: Monsieur le président, la matière étant technique, je me suis permis de consulter mon collaborateur, afin de répondre avec précision.

Voor alle duidelijkheid, voor mij is er niets veranderd aan de plaats van de sociale economie in onze federale Staat. Ik lees alleen andere dingen in de pers. Voor mij is het een interessante politiek, die goed werkt en moet kunnen blijven samenwerken met de Gewesten. Er is daar voor mij geen onduidelijkheid.

Ik wil niet doof of blind blijven voor wat ik zie of hoor, maar wie kan weten op welke beslissingen dat allemaal zou kunnen uitlopen? Niemand weet dat.

Wat ik heb geantwoord, is onze mening. Die zal ik verdedigen. Wij denken ook aan andere instrumenten die interessant zouden kunnen zijn voor burgers die hun geld willen investeren in zulke projecten.

Was dat uw vraag?

04.09 Stefaan Vercamer (CD&V - N-VA): Als we een nieuwe financiering zouden uitschrijven, dus nieuw geld zouden aantrekken...

Maar goed, er moet nog een definitief akkoord binnen de regering komen.

Mijn vraag was de volgende.

Ik heb uit uw eerste antwoord begrepen dat we een nieuwe financiering zouden uitschrijven en dus nieuw geld zouden aantrekken. Er moet daarover echter nog een definitief akkoord binnen de regering komen. Momenteel is de koers dat het Kringloopfonds verdergaat met investeringen in sociale en duurzame economie.

Op een bepaald moment kan het zijn dat er – in overleg – een koerswijziging komt en dat men ervoor kiest de onderaannemers-financiers eigen financiële instrumenten te geven. De vraag is dan of men het vers geld dat men heeft aangetrokken voor het Kringloopfonds ook kan gebruiken voor de eventuele nieuwe financiële instrumenten van de onderaannemers-financiers. Zij zijn ook vragende partij.

Kan men nog een koerswijziging doorvoeren als men nu een nieuwe obligatielening uitschrijft voor 75 miljoen euro of meer? Men zet dan immers opnieuw een mechanisme in gang op federaal niveau waarbij men niet meer de mogelijkheid heeft om de koers te wijzigen als er andere elementen zouden zijn, zoals bijvoorbeeld de studie van de Koning Boudewijnstichting of de actoren van de onderaannemers-financiers.

04.10 Minister **Christian Dupont**: Het antwoord is bevestigend. Een koerswijziging is mogelijk.

04.11 **Stefaan Vercamer** (CD&V - N-VA): Ik dank u.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

05 Question de **M. Jean-Marc Delizée** au ministre des Pensions et de l'Intégration sociale sur "la complexité technique du bonus annuel de bien-être et de l'adaptation au bien-être accordés à certains bénéficiaires de pensions" (n° 1988)

05 Vraag van de heer **Jean-Marc Delizée** aan de minister van Pensioenen en Maatschappelijke Integratie over "de technische complexiteit van de jaarlijkse welvaartsbonus en van de aanpassing aan het welvaartspeil die sommige pensioengerechtigden genieten" (nr. 1988)

05.01 **Jean-Marc Delizée** (PS): Monsieur le ministre, les pensions sont au centre de l'actualité. Ce matin, lors des débats de procédure, on examinait comment on allait aborder le problème. J'imagine que le gouvernement, lui aussi, essaie d'établir les budgets, tout en tenant compte du pouvoir d'achat des pensionnés.

Je ferai un petit retour en arrière. Le titre de ma question donne déjà une idée du sujet que je veux aborder ici. Je rappelle que, dans le cadre du Pacte de solidarité entre les générations, on avait, d'une part, prévu un programme de relèvement des pensions minimales et, d'autre part, décidé d'octroyer un bonus de bien-être à certains pensionnés.

Ma question est un peu compliquée d'un point de vue technique mais votre réponse peut être politiquement plus simple. Cela dépend de l'option choisie

Pour rappel, le bonus est annuel et forfaitaire. Il doit s'articuler avec l'adaptation au bien-être de 2%. Celle-ci concerne un nombre plus restreint de pensionnés. En résumé, les retraités, dont la pension a pris cours avant le 1^{er} janvier 1993, bénéficient, s'ils répondent à certaines conditions de carrière, d'un bonus de 35 ou 75 euros au mois d'avril 2007. Pour une partie d'entre eux, à savoir ceux dont la pension a pris cours avant le 1^{er} janvier 1988, une adaptation au bien-être de 2% est également intervenue à partir du 1^{er} septembre 2007.

Pour les pensionnés qui ont bénéficié du bonus du mois d'avril, cette augmentation – que j'ai qualifiée de quatre fois 2% – a été payée en une seule fois avec la mensualité de septembre et a été réduite du bonus.

Pour la très grande majorité des pensionnés concernés, l'adaptation aurait été, en quelque sorte, supérieure à 2%, puisque le bonus du mois d'avril était supérieur au montant de l'opération "4 x 2%". L'augmentation de 2% est bien entendu garantie en 2008, soit pendant 12 mois, mais liquidée en une seule fois avec la mensualité d'avril, déduction faite d'un nouveau bonus forfaitaire de 40 ou de 90 euros, mais avec majoration de l'éventuelle différence positive entre le bonus et l'augmentation de l'année antérieure, celle-ci restant acquise, si on comprend bien la portée exacte de l'arrêté royal du 9 avril 2007. Au 1^{er} septembre 2008, une nouvelle adaptation interviendra selon les modalités dont je viens de parler.

Voilà qui est on ne peut plus complexe. Je dirais même que le terme "complexe" est encore trop faible. Les partenaires sociaux doivent encore débattre de la question et se prononcer avant le 15 septembre de cette année sur la manière et les modalités selon lesquelles le bonus forfaitaire de bien-être annuel doit être exécuté à partir de l'année 2009. Ainsi, il apparaît que la possibilité d'intégrer les boni dans les montants mensuels est possible.

Le dispositif mis en place par l'arrêté royal du 9 avril 2007 se caractérise par sa très grande complexité – c'est un euphémisme – qui est source à la fois de difficultés pour l'administration, qui doit gérer tout cela, et source d'informations erronées, de contradictions, d'informations incomplètes pour les retraités. Ceux-ci ne comprennent pas les variations du montant de leur pension, encore moins les mécanismes qui ont induit ces modifications. Ce système est loin d'être transparent.

L'octroi à concurrence des années de carrière entraîne un éparpillement des moyens au lieu d'apporter une amélioration à ceux qui en ont besoin. Est-il nécessaire d'ajouter qu'un bonus forfaitaire annuel est contraire au principe assurantiel de notre régime de sécurité sociale?

Monsieur le ministre, vous aurez compris que le but de mon intervention est de vous demander si vous ne pensez pas qu'il faudrait revoir ce système de bonus, annuel et forfaitaire, pour l'année 2009. Que comptez-vous faire en la matière?

05.02 Christian Dupont, ministre: Monsieur le président, votre analyse est correcte.

Pour autant que la condition de carrière, pensions de retraite et de survie confondues, soit remplie – c'est compliqué –, les personnes titulaires d'une pension de retraite et/ou de survie ayant pris cours effectivement et pour la première fois avant le 1^{er} janvier 1993 ou d'une pension minimum garantie payable au 31 mars 2007 ont bénéficié en avril 2007 d'un bonus forfaitaire de bien-être annuel dont le montant (35 ou 75 euros) était fonction de l'importance de la carrière.

Au 1^{er} septembre 2007, les pensions minimales garanties et les pensions ayant pris cours effectivement et pour la première fois au 1^{er} janvier 1988 ont été augmentées de 2%. Pour les pensionnés qui ont touché le bonus en avril 2007, les 2% échus du 1^{er} septembre 2007 au 31 décembre 2007 ont été payés en une fois, en septembre 2007, sous déduction du bonus perçu.

Sur la base de la législation actuelle, ces personnes peuvent prétendre, en avril 2008, au bonus 2008 (40,8 ou 91,8 euros à l'indice 120,84) mais sous déduction des augmentations accordées au 1^{er} septembre 2007 et qui viennent à échéance au cours de toute l'année 2008.

Signalons que ces personnes ont également droit, en avril 2008, au solde du bonus 2007 c'est-à-dire à la différence positive entre le bonus octroyé en avril 2007 et les augmentations dues de septembre à décembre 2007.

Pour 2008, notons cependant que l'arrêté royal du 9 avril 2007 portant augmentation de certaines pensions et attribution d'un bonus de bien-être à certains bénéficiaires de pensions élargit le bénéfice du bonus dû en avril 2008; il concerne en effet toute personne dont la pension, qui remplit la condition de carrière, a pris cours effectivement et pour la première fois avant le 1^{er} janvier 2003 ou qui bénéficie d'une pension minimum garantie payable au 31 mars 2008.

En outre, les pensions qui ont pris cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} janvier 1988 et au plus tard le 1^{er} avril 1994 ainsi qu'en 2002 sont augmentées de 2% au 1^{er} septembre 2008. Pour les bénéficiaires du bonus, les 2% échus du 1^{er} septembre 2008 au 31 décembre 2008 doivent être payés en une fois en avril 2008 sous déduction du bonus dû. Comme vous l'avez vous-même constaté, et je le souligne, ces mesures fondées sur des principes de sélectivité, au demeurant défendables, sont particulièrement complexes à expliquer aux pensionnés concernés et sont également complexes à mettre en œuvre.

L'ONP a néanmoins pu assurer correctement le paiement de ces avantages en 2007 même si les services de l'ONP, en particulier le centre de contact, ont été amenés à fournir de nombreuses explications au sujet des droits réels des personnes concernées.

Dans un souci de transparence à l'égard des bénéficiaires des mesures prévues en 2008 et de simplification administrative, un projet visant à modifier les dispositions de l'arrêté royal du 9 avril 2007 a été élaboré. Il vise à incorporer les augmentations procentuelles et les majorations des pensions minima garanties intervenues en septembre 2007 dans le droit mensuel à dater de l'échéance de mars 2008 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2008, à intégrer dans le paiement mensuel à partir de mars 2008 le solde du bonus 2007 à raison d'un douzième de son montant avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2008 et à garantir aux personnes qui n'ont pas bénéficié de l'augmentation de leur pension en septembre 2007 mais qui pouvaient prétendre pour la première fois au bonus en 2008 une augmentation de 2% de leur pension au 1^{er} septembre 2008. C'est donc la simplification que vous souhaitez.

Ce projet qui assure la transparence est en tout point conforme à la proposition unanime des partenaires sociaux que j'ai moi-même rencontrés à l'ONP et qui m'ont expliqué quel tel était leur souhait. Il a reçu l'accord de mon collègue du Budget il y a une dizaine de jours.

Il sera soumis au Conseil des ministres de ce vendredi 15 février 2008.

05.03 Jean-Marc Delizée (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse. Vous faites le même constat que moi. Nous sommes sur la même longueur d'ondes en ce qui concerne l'analyse de la situation antérieure. Vous confirmez la complexité du système, la non-transparence pour les bénéficiaires, les difficultés de gestion pour les fonctionnaires de l'ONP, les call centers et les services d'information. Quelle dépense d'énergie!

Il est évident qu'au cœur de la question se situe le pouvoir d'achat. Je soutiens toutes les initiatives que vous pouvez prendre en matière de pouvoir d'achat des pensionnés, en particulier des titulaires de pensions minimales, et des questions de liaison au bien-être et autres. En l'occurrence, vos réponses vont dans ce sens.

Selon moi, ce dont la Belgique a besoin, ce n'est pas d'un secrétaire d'État à la Simplification administrative mais bien de décisions qui vont dans le sens d'une simplification.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

La réunion publique de commission est levée à 16.22 heures.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.22 uur.